



Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 14/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KNDS Ammo France

BP13

Route de Villeneuve

18570 La Chapelle-Saint-Ursin

Références : VAT20250100
Code AIOT : 0010003876

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement KNDS Ammo France implanté Route de Villeneuve 18570 La Chapelle-Saint-Ursin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est rendue dans les bâtiments 10S et 93F.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNDS Ammo France
- Route de Villeneuve 18570 La Chapelle-Saint-Ursin
- Code AIOT : 0010003876
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société KNDS Ammo France a pour activité la fabrication de munitions. Le site de La Chapelle

Saint-Ursin a été créé en 1957 sur les communes de La Chapelle Saint-Ursin et de Morthomiers. L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des seuils pour les rubriques 4210-1-a et 4220-1. Il est également soumis à autorisation pour les rubriques 1450-1, 2793-3b, 2940-2a et 3260.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Demande d'action corrective	60 jours
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Demande d'action corrective	60 jours
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Demande d'action corrective	60 jours
4	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	/	Demande d'action corrective	60 jours
5	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Demande d'action corrective	60 jours
8	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Demande d'action corrective	60 jours
9	état des installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5 II	/	Demande d'action corrective	60 jours
11	chauffage des bains de traitement de surface	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6 I	/	Demande d'action corrective	60 jours
12	consigne d'exploitation au traitement de surface	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13 I	/	Demande d'action corrective	60 jours
13	détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
14	entretien des merlons	AP Complémentaire du 17/10/2003, article 11	/	Demande d'action corrective	60 jours
15	Prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 12/05/1995, article 3 IX	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
7	SGS - point 1 : formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 - 1	Sans objet
10	contrôle par thermographie au traitement de surface	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5 III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Documents consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plan d'évacuation du bâtiment 10S, transmis par courriel du 29/01/2025 ; - Plan de localisation des zones ATEX du site du 13/12/2024 - extrait du bâtiment 10S ; - Consigne générale de sécurité du 22/05/2023, transmise par courriel du 29/01/2025.

L'exploitant indique que la même trame de plan d'évacuation est utilisée pour tous les bâtiments du site et confirme que l'ensemble du bâtiment 10S est considéré comme à risque d'incendie. Toutefois, l'inspection considère que le plan mériterait à être plus explicite en termes de repérage du risque incendie et d'absence de risque pyrotechnique au bâtiment 10S.

Le deuxième plan matérialise quatre zones ATEX au sein du bâtiment 10S. Sur le terrain, l'inspection constate, par sondage, que le risque ATEX est signalé via un pictogramme et une consigne apposés sur deux cabines de peinture dans l'atelier d'usinage et sur l'armoire de stockage des solvants dans l'atelier du traitement de surface.

Sur le terrain, l'inspection constate, par sondage, l'apposition du plan d'évacuation et de la consigne générale de sécurité sur trois portes d'accès aux ateliers d'usinage et de traitement de surface du bâtiment 10S.

La consigne générale de sécurité est également affichée à l'intérieur du bâtiment d'accueil du site.

Sur le terrain, l'inspection constate, par sondage, qu'aucun risque n'est signalé sur la porte d'accès extérieure à la chaufferie du bâtiment 10S. Ce local renferme deux chaudières fonctionnant au gaz. Selon le plan du bâtiment 10S susvisé, ce local est considéré, comme tout le reste du bâtiment 10S, comme présentant un risque incendie.

L'exploitant confirme ne pas identifier de risque ATEX dans ce local qui est toutefois équipé de détecteurs à gaz.

Constat : aucun moyen approprié ne matérialise le risque incendie à l'entrée de la chaufferie du bâtiment 10S. Il est attendu une justification de l'absence de risque ATEX dans cette chaufferie comportant deux appareils fonctionnant au gaz naturel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux

<p>fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...]</p> <p>- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Document consulté : - Consigne générale de sécurité du 22/05/2023, transmise par courriel du 29/01/2025.</p> <p>La consigne ne mentionne pas le permis d'intervention ou le permis de feu. L'exploitant explique que tous les travaux par points chauds sont réalisés par des entreprises extérieures. Le personnel de KNDS n'est pas autorisé à en effectuer. Toutefois, aucune consigne ne le mentionne.</p> <p>Constat : la consigne générale de sécurité ne mentionne pas l'obligation d'un permis de feu lors de la réalisation de travaux par points chauds.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Document consulté : - Consigne générale de sécurité du 22/05/2023, transmise par courriel du 29/01/2025.</p>

Les feux nus (autre que la cigarette) ne sont visés que dans le cas de l'enceinte pyrotechnique.
Or, le bâtiment 10S est en dehors de cette enceinte.

Constat : la consigne générale de sécurité ne mentionne pas l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque autre que les cigarettes dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion situées en dehors de l'enceinte pyrotechnique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Plan de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention

Prescription contrôlée :

Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés :

[...]

4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

[...]

AM 04/10/2010 - article 63

[...]

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

[...]

Constats :

Documents consultés (transmis par courriel du 29/01/2025) :

- Instruction NMU-PR-12-10-IN01 Ind. A Gestion des entreprises extérieures du 17/05/2021 ;
- PGEE établi avec la société SODEXO signé le 06/05/2024 avec une durée de validité d'un an.

L'instruction prévoit l'établissement d'un plan de gestion des entreprises extérieures (PGEE) avec permis de feu pour les travaux par points chauds.

En outre, il est mentionné que « le service Prévention des Risques tient à jour et disponible la liste des personnes qualifiées et signataires des différents documents. »

L'exploitant déclare ne pas disposer d'une liste à jour des personnels habilités (appartenant aux services de maintenance et des moyens généraux) à délivrer des permis de feu.

Constat : la liste des personnes désignées par le chef d'établissement pour délivrer des permis de feu n'est pas tenue à jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Travaux et sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...]

- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

APC 17/10/03 - article 11

[...]

Pour tout travail d'entretien ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques, l'exploitant stoppe complètement toute activité dans le local concerné. Des mesures de protection adaptées doivent être prises et si nécessaire, les produits explosifs présents sont évacués préalablement.

Constats :

Documents consultés (transmis par courriel du 29/01/2025) :

- PGEE établi avec la société SODEXO signé le 06/05/2024 avec une durée de validité d'un an ;
- Permis de feu établi le 30/11/2024 avec la société CEBAT2 au bâtiment 93F ;
- Permis de feu établi le 17/01/2025 avec la société SODEXO au bâtiment 54P ;
- Permis de feu établi le 14/01/2025 avec la société EMB au bâtiment 10S.

L'exploitant déclare ne pas disposer de procédure explicitant la méthodologie de remplissage des permis de feu et apporte des précisions en séance, notamment :

- la chronologie de remplissage des différentes parties du permis de feu ;
- le rôle des intervenants avant, pendant et après la réalisation des travaux par points chauds ;
- le fait que certaines parties des travaux peuvent être réalisées en extérieur afin de réduire le risque dans le bâtiment ;
- les bâtiments sont systématiquement vidés de toute matière pyrotechnique avant la délivrance du permis de feu.

Des documents consultés par sondage et des échanges avec l'exploitant, l'inspection relève les points suivants (la phase après travaux fait l'objet du point de contrôle n°8).

1/ L'heure de début des travaux n'est mentionnée sur aucun permis de feu.

2/ Dans le permis de feu du 30/11/2024 au 93F, la vérification de l'absence de risque pyrotechnique n'est pas mentionnée alors qu'il s'agit d'un bâtiment susceptible de contenir des matières pyrotechniques.

3/ Le permis de feu du 17/01/2025 au 54P ne permet d'identifier ni la présence ou non d'extincteur ou de RIA à proximité ni l'existence ou non d'une zone ATEX.

La vérification de l'absence de risque pyrotechnique n'est pas mentionnée alors qu'il s'agit d'un bâtiment susceptible de contenir des matières pyrotechniques.

4/ Le permis de feu du 14/01/2025 au 10S ne permet d'identifier ni la présence ou non d'extincteur ou de RIA à proximité ni l'existence ou non d'une zone ATEX.

Aucune des cases n°1 à 11 relatives aux vérifications à effectuer avant et pendant les travaux n'est cochée.

Constat : aucune procédure décrivant les modalités d'organisation interne et de remplissage du

<p>permis de feu n'est établie et les permis de feu ne sont pas correctement complétés par les différents intervenants, ce qui ne permet pas de justifier que l'ensemble des mesures de prévention du risque d'incendie ou d'explosion sont prises lors de travaux par points chauds.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 6 : Formation du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p> <p>APC 17/10/03 - article 11 [...] L'exploitant doit assurer une information du personnel de l'entreprise extérieure sur les particularités de l'activité pyrotechnique, sur les risques engendrés et sur les règles de sécurité à respecter, préalablement à son intervention sur le site. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Documents consultés (transmis par courriels du 29/01 et du 19/02/2025) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Instruction NMU-PR-12-10-IN01 Ind. A Gestion des entreprises extérieures du 17/05/2021 ; - Permis de feu établi le 30/11/2024 avec la société CEBAT2 au bâtiment 93F ; - Attestation de formation du salarié de la société CEBAT 2 au module de niveau 2 dispensé par KNDS le 22/04/2024 ; - Consigne générale de sécurité du 22/05/2023.

L'instruction définit les modules de formation à dispenser aux entreprises extérieures en fonction de la nature et de la fréquence des travaux réalisés sur le site.

L'exploitant déclare que les personnels des entreprises extérieures suivent systématiquement le module de niveau 2 dont il détaille le sommaire.

En ce qui concerne l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant indique ne pas solliciter les justificatifs de formation des personnels des entreprises extérieures intervenant dans le cadre de permis de feu car, comme la consigne générale de sécurité le mentionne, il est demandé au personnel d'intervenir en cas de départ de feu « suivant sa compétence ». Dans le cas où l'opérateur n'est pas formé à la manipulation des extincteurs ou des RIA susceptibles d'être mis à sa disposition lors des travaux, il lui est demandé de donner l'alerte ; ce sont alors les ESI (désignés par l'exploitant et formés) qui interviennent.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : SGS - point 1 : formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 - 1

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie/explosion

Prescription contrôlée :

[...]

Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.

Constats :

Documents consultés (transmis par courriel du 29/01/2025) :

- instruction NMU-PR-12-00-IN01 Ind. A Système de gestion de la sécurité du 18/08/2020 - 1 organisation, formation ;
- instruction NMU-PR-12-10-IN01 Ind. A Gestion des entreprises extérieures du 17/05/2021.

L'examen de ces documents n'appelle pas d'observations de l'inspection.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux
Prescription contrôlée : Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement. APC 17/10/03 - article 11 [...] Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant. [...]
Constats : Documents consultés (transmis par courriel du 29/01/2025) : - Permis de feu établi le 30/11/2024 avec la société CEBAT2 au bâtiment 93F ; - Permis de feu établi le 17/01/2025 avec la société SODEXO au bâtiment 54P ; - Permis de feu établi le 14/01/2025 avec la société EMB au bâtiment 10S. L'examen des permis de feu amène les remarques suivantes. 1/ Le permis de feu du 30/11/2024 au 93F mentionne que la vérification a été effectuée à 10h20 alors que les travaux se sont achevés à 7h30 soit plus de deux heures après (contrairement à ce qui est prévu par la trame du document). Il ne permet pas de savoir si elle a été faite avant la reprise d'activité. L'agent de sécurité vérificateur ne l'a pas signé pour acter la fin de validité du permis de feu. Les cases n°13 et 14 relatives à l'inspection du lieu de travail et à la surveillance rigoureuse pendant une heure au moins après le travail ne sont pas cochées. 2/ Le permis de feu du 17/01/2025 au 54P n'a pas été signé par l'agent de sécurité vérificateur. Les cases n°13 et 14 relatives à l'inspection du lieu de travail et à la surveillance rigoureuse pendant une heure au moins après le travail ne sont pas cochées. 3/ Le permis de feu du 14/01/2025 au 10S ne permet pas de savoir qui a procédé à la vérification

après la fin des travaux.

L'agent de sécurité vérificateur ne l'a pas signé pour acter la fin de validité du permis de feu.

Aucune des cases n°12 à 14 relatives aux vérifications à effectuer après les travaux n'est cochée.

Comme mentionné précédemment, en l'absence de procédure, l'exploitant explique que la vérification après travaux est faite au moins deux heures après, soit par l'opérateur s'il a possibilité de rester sur place suffisamment longtemps, soit par l'agent de sécurité (averti par le dépôt par l'opérateur à l'accueil du permis de feu lors de sa sortie du site).

L'exploitant précise que cette manière de procéder permet de garantir une vérification après travaux et avant la reprise d'activité dans les bâtiments pyrotechniques car l'activité ne reprend que lors de la prise de poste de l'équipe suivante le lendemain de la réalisation des travaux par points chauds.

Mais cette façon de procéder ne permet pas de garantir une vérification finale avant la reprise d'activité dans le cas de travaux effectués en dehors d'un bâtiment pyrotechnique.

Constat : les permis de feu établis ne permettent pas de garantir la bonne vérification après la fin des travaux par points chauds et avant la reprise d'activité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : état des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5 II

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie/explosion

Prescription contrôlée :

AM 30/06/06 - article 5

II. Les dispositions du A et du B de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont applicables à l'installation. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant les contrôles effectués. « Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. » Le chauffage des locaux à risque incendie ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

AM 04/10/10 - article 66

A. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

B. Dans les locaux de l'installation recensés comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion en application de l'article 48, un interrupteur central ou arrêt d'urgence, bien signalé et repéré sur un plan, permettant de couper l'alimentation électrique des locaux concernés est installé de manière à être accessible depuis l'extérieur sauf si l'alimentation électrique des dispositifs de sécurité est maintenue lorsqu'elle est nécessaire à leur fonctionnement.

Constats :

Documents consultés (transmis par courriels du 29/01 et du 19/02/2025) :

- rapport de vérification électricité visite périodique - intervention du 24/07/2024 au bâtiment 10S par la société BUREAU VERITAS ;
- compte rendu de vérification périodique Q18 du 24/07/2024 par la société BUREAU VERITAS ;
- ordre de travail NEX-6067.R ;
- extrait du tableau de suivi des contrôles réglementaires - janvier 2025 (tableur) ;
- rapport de vérification électricité visite initiale - intervention du 21/10/2024 au local imprimante 3D du bâtiment 10S par la société BUREAU VERITAS ;
- plan d'évacuation du bâtiment 10S.

Le rapport du 24/07/2024 relève 13 défauts. L'exploitant déclare qu'un seul concerne l'atelier de traitement de surface et présente l'ordre de travail et un extrait de tableau de suivi pour justifier de la levée du défaut concerné.

L'inspection souligne que les 12 autres défauts, bien que n'entrant pas dans le champ de la présente visite, doivent également être traités. L'exploitant confirme que tous les défauts sont intégrés dans son plan d'action.

Le compte rendu Q18 conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Toutefois, il relève que la vérification est partielle car :

- le local 3D et plateau achat devant faire l'objet d'une visite initiale : elle a été faite le 21/10/2024 pour le local de l'imprimante 3D et le 21/02/2025 pour le plateau achat (bureaux).
- le fonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel n'a pas été vérifié du fait de l'absence de coupure électrique générale (non autorisée par l'exploitant).

L'exploitant déclare que le seul éclairage naturel présent dans l'atelier de traitement de surface est constitué de fenêtres à double vitrage en verre situées en façade du bâtiment.

Il ajoute que le chauffage de l'atelier de traitement de surface est alimenté en eau chaude grâce à une chaufferie au gaz.

En ce qui concerne l'interrupteur électrique, le plan susvisé matérialise le local électrique à proximité de l'atelier de traitement de surface.

L'exploitant déclare qu'une coupure électrique est réalisée au moins une fois par an mais il n'est pas en mesure de justifier de la vérification du fonctionnement de l'interrupteur.

Constat : l'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires afin que l'organisme puisse contrôler au moins une fois par an les dispositifs différentiels à courant résiduel au bâtiment 10S. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'une vérification périodique du fonctionnement de l'interrupteur de coupure électrique générale du bâtiment 10S.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : contrôle par thermographie au traitement de surface

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5 III

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie/explosion

Prescription contrôlée :

AM 30/06/06 - article 5

III. Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel. Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.

Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

AM 04/10/10 - article 66

A. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques

conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Constats :

Documents consultés (transmis par courriel du 29/01/2025) :

- rapport d'examen d'installations électriques par thermographie infrarouge avec délivrance du compte-rendu Q19 - intervention des 05 et 06/12/2023 par la société BUREAU VERITAS ;

- rapport d'examen d'installations électriques par thermographie infrarouge avec délivrance du compte-rendu Q19 - intervention 15 et 16/01/2024 par la société BUREAU VERITAS.

Le premier rapport porte sur la zone inerte du site, notamment le bâtiment 10S.

Il ne relève aucune anomalie et émet l'avis suivant : « Installation Electrique en bon état et correctement maintenue ».

Le second rapport porte sur les bâtiments 10S et 28S.

Il conclut : « Les installations électriques présentent un défaut identifié dans ce rapport, pouvant éventuellement entrainer un risque d'échauffement anormal, voire d'incendie sur du court/moyen/long terme. »

En séance, l'exploitant présente le compte rendu Q19 de la dernière vérification du 04/02/2025 établi par la société APAVE pour les bâtiments 28S et 10S. Aucune anomalie n'est signalée.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : chauffage des bains de traitement de surface

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6 I

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie/explosion

Prescription contrôlée :

[...]

Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le

chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
[...]

Constats :

L'exploitant déclare que quatre bains sont chauffés via des résistances électriques à la chaîne de traitement de surface du bâtiment 10S.

Il précise que ces bains sont équipés de sondes de niveau très bas qui entraînent, en cas de liquide insuffisant dans les cuves, l'arrêt du chauffage et le report d'une alarme (voyant lumineux) sur l'armoire de commande électrique située à proximité de la chaîne et au poste de sécurité du site. Le fonctionnement de l'asservissement est vérifié une fois par an et ne fait l'objet d'aucun enregistrement.

Sur le terrain, l'exploitant n'est pas en mesure de procéder aux tests de fonctionnement des sondes de niveau très bas, sollicités par l'inspection, du fait des opérations de traitement en cours.

Après la visite, l'exploitant transmet, par courriel du 27/02/2025, un compte rendu de test d'asservissement des chauffages et de test des remontées des alarmes de surchauffe de la ligne TS anodisation réalisés le 27/02/2025. Le compte rendu mentionne que les tests sont concluants pour les bains « colorant noir », « colorant marron », « dégraissage » et « décapage ».

Constat : le bon fonctionnement de l'asservissement du chauffage au niveau de liquide des bains de la chaîne de traitement de surface du bâtiment 10S n'est pas testé régulièrement, au moins chaque semaine, et aucun test n'est consigné dans un registre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : consigne d'exploitation au traitement de surface

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13 I

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Prescription contrôlée :

I. Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. [...]

Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme.

Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment :

- la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ; [...]
- les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection ; [...]

Constats :

L'exploitant indique qu'une procédure de vérification de l'asservissement des chauffes des bains de traitement de surface au bâtiment 10S est en cours de rédaction.

Constat : l'exploitant ne dispose pas d'une consigne de sécurité relative aux modalités de vérification de l'asservissement de l'arrêt de la chauffe au niveau de liquide des bains de la chaîne de traitement de surface du bâtiment 10S, détaillant notamment la fréquence de vérification prenant en compte la remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité, les modalités de réalisation des tests à effectuer et les modalités d'enregistrement des tests.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 13 : détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie/explosion

Prescription contrôlée :

[...]

II. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :

- dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;
- dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.

Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

III. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des baignoires, chauffage des baignoires). A tout instant, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

IV. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.

Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Document consulté :

- inventaire produits inflammables - 10S - TS, transmis par courriel du 19/02/2025.

L'exploitant déclare que l'atelier de traitement de surface du bâtiment 10S n'est doté d'aucun système de détection incendie, ce que constate l'inspection sur le terrain.

D'après l'inventaire fourni, des produits inflammables H225 ou H226 sont employés ou stockés dans les secteurs suivants du 10S : atelier, laboratoire, marquage, dégraissage.

Sur le terrain, l'inspection constate, par sondage au bâtiment 10S, la présence d'une armoire métallique de stockage de produits inflammables dans l'atelier de traitement de surface.

Constat : aucun dispositif de détection automatique d'incendie n'est installé dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) et dans l'atelier de traitement de surface au bâtiment 10S.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : entretien des merlons

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2003, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie/explosion
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>APC 17/10/2003 - Article 11</p> <p>[...]</p> <p>Les merlons de terre sont correctement et régulièrement entretenus. Ils sont débarrassés des herbes sèches et débroussaillés.</p> <p>[...]</p> <p>APC 12/05/1995 -Article 3 XII - Prescriptions applicables aux activités pyrotechniques (n°* 1310 et 1311)23°)</p> <p>Les études de sécurité seront systématiquement adressées à l'inspecteur des installations classées ; les consignes de sécurité qui s'y rattachent seront tenues à sa disposition.</p> <p>Chaque bâtiment, chaque dépôt sera aménagé et exploité conformément à l'étude de sécurité qui s'y rapporte (en particulier les qualités et les quantités d'explosifs en dépôt ou en transit seront respectées).</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Documents consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plan des cotes des merlons entourant le bâtiment 93F, transmis par courriel du 29/01/2025 ; - étude de sécurité cadre - installation de radiographie d'objets explosifs - bâtiment 93F - livret 1 - version A du 01/02/2024 ; - fiche d'examen quinquennal des études de sécurité par NEXTER du bâtiment 93F le 01/09/2020. <p>L'inspection note que le plan susvisé ne comporte ni titre ni date.</p> <p>L'exploitant déclare que les derniers relevés altimétriques pour les merlons du 93F ont été effectués en 2022. Il explique que le site est découpé en cinq zones. Chaque année, le géomètre effectue 1/5 des relevés pour une mise à jour quinquennale. Le géomètre-expert utilise le géoréférencement pour positionner ses repères.</p> <p>L'état des merlons est par ailleurs vérifié en interne lors de l'examen quinquennal de l'étude de</p>

sécurité de chaque bâtiment pyrotechnique.

L'EST susvisée mentionne au paragraphe 3.1.1 : « Les merlons entourant le bâtiment 93F ont une hauteur supérieure à 3 mètres. Une procédure interne permet d'assurer le suivi de l'altimétrie des merlons du site avec notamment un contrôle périodique et une remise à hauteur si nécessaire. »

Le plan relève des hauteurs de merlons comprises entre 2,22 m et 3,18 m. Huit des dix hauteurs relevées sont inférieures à 3 m.

L'exploitant explique que l'étude de sécurité de 2024 n'est pas encore applicable car les travaux d'aménagement du bâtiment 93F ne sont pas encore réalisés.

En conséquence, c'est l'ancienne étude de sécurité (référéncée SSE0001ES0091 du 19/11/1998), disponible dans le bâtiment, qui est applicable. Celle-ci ne mentionne une hauteur minimale de 3 m que pour le merlon situé près du magasin (les autres ne sont pas cités).

Cette hauteur minimale n'est pas respectée selon le relevé du géomètre.

La fiche de vérification interne du 01/09/2020 signale l'affaissement d'un merlon en mentionnant une hauteur minimale à respecter de 2,5 m, ce qui n'est pas cohérent avec la donnée de l'EST précitée. La fiche mentionne la nécessité de faire appel à un géomètre pour vérifier la dimension du merlon dans un délai de 6 mois.

Sur le terrain, l'inspection constate :

- que les merlons sont végétalisés mais débarrassés des broussailles et herbes sèches. L'exploitant déclare que l'entretien a lieu au moins trois fois par an, en période estivale.
- un affaissement partiel du sommet des merlons situés près des deux blocs de béton, l'un devant l'entrée du bâtiment et l'autre perpendiculaire à la cellule de stockage inerte au nord-est du bâtiment.

L'exploitant déclare que des travaux de réfection des merlons sont programmés en août 2025.

Constat : les merlons entourant le bâtiment 93F ne sont pas entretenus de manière à les maintenir à une hauteur suffisante.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 15 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/1995, article 3 IX

Thème(s) : Risques chroniques, consommation d'eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 09/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 28/12/2024

Prescription contrôlée :

[...]

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur, Ce dispositif devra être relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé.

Constats :

Constat de la visite d'inspection précédente du 09/10/2024 : Le dispositif de prélèvement d'eau souterraine par forage n'est pas équipé d'un débitmètre. L'exploitant ne réalise pas un suivi hebdomadaire des prélèvements d'eau souterraine et d'eau de ville.

Les éléments de réponse apportés par l'exploitant les 18/12/2024 et 14/02/2025 démontrent que des dispositifs permettent de comptabiliser les volumes d'eaux prélevés via le forage et le réseau public et sont relevés à fréquence hebdomadaire.

Toutefois, l'annexe 1 du courrier du 18/12/2024 présente les prélèvements moyens journaliers par le forage entre mai et novembre 2023, dont le dernier relevé est de 140 m³/j. Le débit est ainsi susceptible de dépasser 100 m³/j, ce qui impose un relevé journalier des prélèvements d'eau de forage.

Le constat de la visite d'inspection du 09/10/2024 est reformulé.

Constat : l'exploitant ne réalise pas un suivi journalier des prélèvements d'eau souterraine par forage alors que le débit d'eau prélevé est susceptible d'être supérieur à 100 m³/j.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours